

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 29 MARS 2001

Étaient présents : M. MAMERE, M. MERCIER, Mme BUISSON, MM. PINAUD, SURLEVE-BAZEILLE, Mme LUCBERNET-GARCIA, MM. DUBOST, PEREZ, Mmes TSITSICHVILI, BARRIERE, MM. DRESS, DANE, FONSECA, Mme ALLIN, M. LABARTHE, Mme POUGNET-FORET, MM. BEZIADE, RAYNAUD, Mmes JEAN, FEDOU, OULD-AMEZIANE, M. LACOSTE, Mmes HGOBURU, VIGANO, Mlle CERON, MM. RABEAU, PARIS, Mmes TEXIER, ALCORTA, RIVES, MM. DENOYELLE, MULLIEZ, BRU.

S'étaient fait excuser et avaient donné délégation :

M. JOANDET à M. MAMERE
M. GOURGUES à M. MERCIER

Absents : /

Secrétaire de la séance : M. DRESS

1 - DÉSIGNATION DES COMMISSIONS MUNICIPALES ET DES DÉLÉGUÉS DU CONSEIL MUNICIPAL À DIVERS ORGANISMES

Le Conseil fixe la composition des commissions ainsi que la liste des délégations à divers organismes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

2 - DÉSIGNATION D'UNE COMMISSION D'APPEL D'OFFRES ET ELECTIONS DES MEMBRES

Le Conseil décide la création d'une commission d'appel d'offres pour les travaux de bâtiments et la fourniture de matériel et de prestations, pour les travaux de voirie et de réseaux, pour les travaux liés à l'environnement qui sera composée, sous la présidence de M. le Maire, des élus suivants :

- Mme BUISSON, M. JOANDET, Mme BARRIERE, Mme RIVES, M. MULLIEZ
membres titulaires
- M. GOURGUES, Mme TSITSICHVILI, M. DANE, M. RABEAU, M. BRU
membres suppléants.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

3 - DÉLÉGATION GÉNÉRALE À MONSIEUR LE MAIRE

Conformément aux articles L 2122–22 et L 2122–23 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est décidé de déléguer à Monsieur le Maire, pour la durée de son mandat, un certain nombre de délégations.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 NE PARTICIPENT PAS AU VOTE.

4 - DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

Le débat d'orientations budgétaires est l'application de la loi dite ATR relative à l'Administration Territoriale de la République adoptée le 6 février 1992 et qui contribue à une plus grande transparence et à favoriser le débat démocratique au sein des collectivités territoriales. Il doit avoir lieu dans les deux mois qui précèdent le vote du budget primitif.

Il est donc procédé à des débats d'orientations, sans vote et sans entrer dans un débat technique budgétaire.